



Économie & entreprises

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Les entreprises sociales cherchent encore la recette pour grandir

► La troisième promotion du programme Scale Up, mis en place par l'Essec et les Fondations Rothschild, a été dévoilée en fin de semaine dernière.

La question du « changement d'échelle » est incontestablement l'une des plus débattues dans le monde de l'économie sociale. Le nombre d'entreprises qui choisissent de mettre l'intérêt général au cœur de leur démarche ne cesse de croître ; ces structures gagnent en notoriété ; elles attirent un nombre croissant de jeunes diplômés... En revanche, rares sont celles qui parviennent véritablement à se développer, à passer du statut de PME innovante à celui de grand groupe employant plusieurs milliers de salariés. Bref, elles sont peu nombreuses à « changer d'échelle », c'est-à-dire à avoir un véritable impact social et économique sur leur environnement.

En France, les programmes destinés à accompagner ces sociétés dans leur évolution ne manquent pourtant pas. Celui développé par l'Essec et les Fondations Edmond de Rothschild est l'un des plus ambitieux. Baptisé Scale Up, il s'adresse à « des entreprises

ayant déjà prouvé leur viabilité économique et leur impact social, mais qui rencontrent des problèmes de financement pour passer à la vitesse supérieure », explique Firoz Ladak, directeur des Fondations Edmond de Rothschild.

Chaque année, depuis 2010, les animateurs de Scale Up sélectionnent cinq structures et proposent de les accompagner pendant un an. Le programme se déroule en deux temps. « Durant les six premiers mois, il s'agit de préciser la stratégie de développement », souligne Céline Claverie, directrice de l'incubateur social Antropia, de l'Essec. Avec l'aide de plusieurs experts, le chef d'entreprise affine son projet et bénéficie de formation en finance, droit, communication ou management. « Il y a des questions à se poser quand on envisage de faire grandir ce genre de société, complète Céline Claverie. Jusqu'où puis-je m'endetter ? Quels sont les enjeux d'un pacte d'actionnaires ? Comment ne pas perdre de vue

mes objectifs sociaux ? Nous les aidons à clarifier tous ces points. »

La deuxième partie de l'année est consacrée à la levée de fonds proprement dite. Cette fois, ce sont les banquiers de

la Compagnie financière Edmond de Rothschild qui pilotent le programme et aident les entrepreneurs à rédiger un dossier de présentation destiné aux investisseurs potentiels.

Enfin, au mois de décembre, Scale Up organise une rencontre entre les cinq lauréats et des banques ou fonds d'investissement. « Nous voulons toucher des structures issues du monde de l'économie sociale et solidaire, comme France Active ou le Crédit coopératif, et d'autres qui en sont plus éloignés, comme BNP Paribas ou Investir & + », précise Céline Claverie.

« L'un des objectifs de Scale Up est de rapprocher les entreprises



sociales du secteur privé et du monde de la finance classique. »

Ce fonds est représentatif d'un nouveau segment de la finance particulièrement courtisé : appelé « impact investing », il rassemble des investisseurs privés justement soucieux d'accompagner des structures à fort impact environnemental ou social. « *En plus de favoriser le changement d'échelle, l'un des objectifs de Scale Up est de rapprocher les entreprises sociales du secteur privé et du monde de la finance classique, confirme Firoz Ladak. Cette démarche ouvre de nouvelles possibilités de financement pour les unes et peut donner un sens nouveau à l'expertise des autres.* »

Pour le moment, aucun des lauréats des années précédentes n'est parvenu à boucler un nouveau tour de table. Lauréate en 2010, l'entreprise Puerto Cacao, qui vend du chocolat en France et conjugue commerce équitable et réinsertion sociale, serait sur le point d'y parvenir. Les cinq lauréats 2013 (Gecco, Soeries du Mekong, Recyclivre, Ateliers du bocage et Tissons la solidarité) sont prévenus : séduire un investisseur prend du temps, surtout quand on poursuit à la fois des objectifs financiers et sociaux. Mais tous les espoirs sont permis, car Céline Claverie l'assure : « *La ressource financière existe, c'est plutôt le nombre de projets suffisamment matures qui est insuffisant.* »

SÉVERIN HUSSON